

La LdH en appelle solennellement à toutes et tous. Il dépend de nous que la conception haineuse d'un « tous contre tous » soit mise hors débat, hors jeu électoral. Quelles que soient les convictions des un-e-s ou des autres sur les enjeux de l'emploi, de la protection sociale, du logement, notre devoir commun est de refuser de les laisser instrumentaliser par la désignation de boucs émissaires.

Sachons débattre du « vivre ensemble » dans lequel nous voulons inscrire notre avenir. Sachons, ensemble, dénoncer toutes les agressions racistes, antisémites, xénophobes, commises à l'encontre de la devise – liberté, égalité, fraternité – qui fonde le pacte républicain.

Il est donc fondamental de participer au vote, de voter et faire voter.



Conception graphique : Pierre Bernard et Benoît Böhnke, 2014

Ligue
des **droits de
l'Homme**

FONDÉE EN 1898



MA VILLE,

ma Vie,
JE LA VEUX...
accueillante

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

La LdH : s'informer/adhérer

Rendez-vous sur <http://www.ldh-france.org/Adherer>
envoyer ce bulletin à LdH 138 rue Marcadet 75018 Paris

Nom : Adresse :
Prénom :
Mail :

Je souhaite adhérer à la LdH, et souscrire à ses statuts

LdH — Ligue des droits de l'Homme
138 rue Marcadet – 75018 Paris
tél. 01 56 55 51 00
www.ldh-france.org

Avec le soutien de
 **OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**

La laïcité, c'est la liberté en partage, ce n'est ni le racisme ni l'exclusion.

Pourtant, depuis trop longtemps, elle est instrumentalisée contre l'islam, présenté comme un péril permanent pour la République, la « tradition laïque française », le vivre ensemble. Une fois, on sonne le tocsin pour les prières de rue ; une autre fois, c'est le foulard ou la viande halal qui sont visés pour protéger une supposée « identité française ».

Les choix politiques faits à l'échelon local sont aussi d'une importance capitale pour favoriser la laïcité, améliorer le quotidien de chacun-e, retisser du lien social.

Cela implique de :

Promouvoir l'égalité liberté de toutes et de tous

Toutes les religions doivent être traitées de la même manière : respect de la liberté de conscience et d'expression, avec comme seule limite le respect de la liberté des autres. Comme l'a proclamé la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui », donc « nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ».

La laïcité protège la liberté des musulmans, comme celle des juifs ou des chrétiens. Grâce à elle, tous les croyants peuvent vivre pleinement leur foi, de même que les athées et les agnostiques peuvent vivre pleinement leur conviction philosophique.

Les élu-e-s doivent veiller à ce que nul ne soit discriminé.

Construire le « vivre ensemble »

Les valeurs de la République, la liberté, l'égalité, la fraternité donnent des repères communs à toutes et tous, dans une société menacée par l'éclatement et les appétits de domination.

Le vivre ensemble, justement, s'apprend... au quotidien. Dans la prise de responsabilité civique, dans les institutions locales, dans l'éducation populaire, dans les associations et les syndicats, dans la pratique sportive ou artistique... Cela suppose liberté de conscience et respect des biens collectifs.

Garantir la neutralité et prévenir les tensions

L'impératif de neutralité du service public est une garantie d'égalité. Les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales, et c'est une bonne chose, y sont tenus par respect des usager-e-s auquel-le-s en revanche, cette neutralité ne s'impose pas.

Dans l'entreprise privée, le droit du travail garantit l'égalité de traitement et la non-discrimination, qui inclut les convictions religieuses. Toute limite posée doit être justifiée par la nature de la tâche à accomplir, et être proportionnelle au but recherché.

Etablir et faire respecter ces droits, c'est aussi la meilleure manière de combattre l'intégrisme, tous les intégrismes.

MUNICIPALES : NOTRE AFFAIRE !

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

Pourtant, la démocratie peine à trouver sa vraie efficacité. Alors que l'économie souffre de la crise financière, que l'emploi – notamment industriel – se dégrade, que la justice fiscale est à l'arrêt, le sentiment prévaut que la parole des citoyennes et des citoyens est de peu de poids.

Ces enjeux sont largement surdéterminés par les choix politiques nationaux. Mais c'est aussi à l'échelle de nos villes que nous sommes confronté-e-s au déficit de représentation, à l'insuffisante prise en compte de la diversité, aux manques de perspectives offertes à la jeunesse, aux problèmes de logement et de santé, à la mise en concurrence des territoires, à la misère croissante...

C'est aussi à cette échelle qu'il nous faut dégager des solutions. Formuler des alternatives passe par un bon usage de la démocratie, singulièrement au plan municipal.

C'est pourquoi la LdH entend porter dans le débat public des valeurs et des propositions qui servent l'intérêt général, basées sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

Il est d'autant plus important de le réaffirmer que les thématiques d'extrême droite, qu'elles soient portées par le Front national ou d'autres forces ou personnalités politiques, s'acharnent à dévoyer le débat public pour faire de l'étranger l'origine de tous nos maux.